

## Erythrée : Eliminer une pratique traditionnelle dangereuse

La mutilation génitale de la femme est répandue à travers plusieurs régions d'Afrique et ailleurs. Elle est habituellement perpétrée durant la petite enfance et a de sérieuses conséquences pour le bien-être médical, gynécologique et obstétrical des filles. Ces effets persistent durant toutes les années de maternité et au-delà. Moins reconnues souvent sont les souffrances psychologiques, l'humiliation de la dignité sociale et du concept de soi des filles et femmes assujetties à cette pratique traditionnelle.

L'infibulation qui est habituellement pratiquée durant la petite enfance est la forme la plus radicale et la plus destructive de mutilation génitale de la femme. Elle a aussi les conséquences gynécologiques et obstétricales les plus destructives. La pratique de l'infibulation était traditionnellement très répandue à travers toutes les basses terres de l'Erythrée, et surtout parmi les nomades. Pendant les 30 ans de guerre pour l'indépendance de l'Erythrée, le département médical des forces de libération qui traitait non seulement les combattants mais aussi les populations civiles dans les zones libérées, devait fréquemment traiter des filles et femmes avec des dérèglements gynécologiques et obstétricaux majeurs. La plupart de ces

dérèglements étaient liés à la mutilation génitale. La question a été donc discutée dans les détails parmi les combattants pour savoir quelles mesures pourraient être prises pour soulager les femmes de ce fardeau épouvantable, afin d'éviter de sérieuses complications médicales. Au même moment, il était reconnu que cette pratique était totalement incompatible avec les efforts en cours pour améliorer le statut social des femmes dans la société.

Des visiteurs expatriés sur le champ de bataille qui ont été informés au sujet de la pratique de mutilation génitale parmi les nomades érythréens, et d'autres à l'étranger qui apprirent la nouvelle, étaient outragés et insistèrent immédiatement que l'infibulation chirurgicale soit interdite, avec de sévères sanctions à l'encontre de

Les *Notes CA* sont des rapports périodiques sur les initiatives en matière de Connaissances Autochtones en Afrique subsaharienne. Elles sont publiées par le Centre pour la gestion de l'information et de la connaissance (*Knowledge and Learning Center*) de la Région Afrique, qui représente la Banque mondiale dans le cadre d'un partenariat établi avec des communautés, des ONG, des institutions du développement et des organisations multilatérales. Les opinions exprimées dans cet article sont celles des auteurs et ne devraient pas être attribuées au Groupe de la Banque mondiale ou à ses partenaires dans le cadre de cette initiative. Une page sur les CA est disponible sur l'internet aux coordonnées suivantes : <http://www.worldbank.org/aft/ik/default.htm>

ceux qui continuaient cette pratique traditionnelle dangereuse. Ces expatriés n'avaient compris ni le délicat équilibre entre les forces de libération et la population civile, ni que la politique d'ensemble des forces d'indépendance à unifier le pays dépendait de la coopération et de relations proches de travail parmi tous les secteurs de la population. La majorité des étrangers assumaient de plus qu'en ce moment-là, c'était essentiellement les hommes qui perpétrèrent ces mutilations sur les femmes. Historiquement, les pratiques abominables étaient certes instituées par les hommes sur les femmes, mais après des siècles, les femmes avaient assimilé l'importance culturelle de la pratique, sur la base du postulat que les femmes qui n'étaient pas infibulées ou excisées étaient exposées au danger de la promiscuité sexuelle ou de la prostitution. Pour préserver leur respect au sein de la communauté, les femmes persistèrent donc dans la mutilation, et dans plusieurs pays, cela se pratique jusqu'à nos jours.

Le département médical des forces de l'indépendance érythréenne prit donc la décision de ne pas interdire la

pratique dans les basses terres et de ne pas infliger des sanctions à ceux qui continuaient la pratique. Ils reconnurent qu'essayer de l'arrêter par la force aliénerait seulement la population et pousserait la pratique à la clandestinité. Au lieu de cela, des rencontres sous forme d'ateliers répétés ont été organisées pendant un mois et animées par des infirmières et des médecins, rencontres auxquelles étaient invitées, sur la base du volontariat, les Aides Accoucheuses Traditionnelles (AAT), qui étaient les civiles qui pratiquaient les infibulations. A ces ateliers, les AAT recevaient des informations détaillées sur les effets très dangereux et immédiats de l'hémorragie et de l'infection liés à cette pratique, aussi bien que sur les conséquences gynécologiques sérieuses à long terme, l'accroissement de la mortalité infantile et maternelle, et d'autres choses de ce genre. Elles ont aussi subi des cours sur la technique moderne de stérilisation, les pratiques obstétricales, etc. Comme c'est la pratique aux ateliers érythréens, la transmission des informations était suivie de discussions très animées. Après coup, les AAT retournaient dans leurs villages.

Bien qu'il n'y eut pas d'études systématiques de suivi, des rapports anecdotiques ont montré qu'il y avait une réduction graduelle des conséquences néfastes des mutilations génitales parce que les AAT appliquaient leurs nouvelles connaissances. Toutefois, on ne pouvait pas s'attendre à ce que les pratiques soient abandonnées totalement pendant ou même après la guerre. Depuis l'indépendance, l'Association Nationale des Femmes Erythréennes rend fréquemment visite aux nomades pour poursuivre ces discussions basées sur le respect mutuel et la coopération. L'impression générale est que la pratique est en train de disparaître lentement.

### L'impact

La solution la plus rapide pour stopper les pratiques de mutilation génitale de la femme (et celle proposée par les conseillers expatriés officieux) pourrait à première vue être l'interdiction de la pratique et l'application de sanctions à l'encontre de ceux qui continuaient la pratique.

Cependant, au vu de la délicate relation entre les forces indépendantistes et la population civile, il aurait été de toute façon politiquement incorrect d'imposer de

## Notes CA

**Nom** \_\_\_\_\_

**Institution** \_\_\_\_\_

**Adresse** \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Lettres, commentaires et demandes de publications doivent être adressés à :

Editeur IK Notes,  
Knowledge and Learning Center, Africa Region, World Bank, 18818 H Street, N.W., Room J5-171, Washington D.C. 20433  
Adresse électronique : pmohan@worldbank.org

---

telles mesures légales. En outre, les pratiques auraient tout simplement continué dans la clandestinité. Au lieu de cela, les forces indépendantistes s'appuyèrent sur l'intelligence et la bonne volonté propres aux AAT pour modifier graduellement leurs pratiques gynécologiques, une fois qu'elles auraient reçu les informations médicales modernes nécessaires leur indiquant comment les modifier, et éduquer la population civile par la pratique plutôt que par des mesures décrétées. Cette approche jeta aussi les bases pour une formation continue des femmes par les femmes après l'indépendance – un pas de plus vers l'égalité des femmes.

*Cet article a été rédigé par Peter H. Wolff, Médecin, Ecole de Médecine de Harvard, Boston, MA, 02115, USA. Pour de plus amples informations, bien vouloir s'adresser par courrier électronique à [wolff\\_p@tch.harvard.edu](mailto:wolff_p@tch.harvard.edu).*

